



**Région autonome des Açores**  
**Gouvernement des Açores**

Contribution dans le cadre de la Consultation  
publique sur  
**LES FONDS DE L'UE DANS LE DOMAINE DE LA  
COHÉSION**

**MARS 2018**

## **POSITION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DES AÇORES**

### **SUR LES FONDS DE L'UE DANS LE DOMAINE DE LA COHÉSION APRÈS 2020**

La Région autonome des Açores, ses organismes gouvernementaux propres et, en général, le Peuple açoréen, ont adhéré, de façon incontestable et incontournable, au projet européen et à ses principes fondamentaux de paix et de prospérité, fondés sur la solidarité avec toutes les régions européennes.

Le Gouvernement des Açores, conscient des innombrables enjeux qui se posent au projet européen et qui doivent se refléter dans un Cadre Financier Pluriannuel à la hauteur des desseins et de l'ambition de ce projet hors pair, considère qu'il est essentiel, au moment où il faut envisager l'avenir, de réaffirmer la trajectoire de la cohésion et de la convergence de cette Région ultrapériphérique<sup>1</sup> avec la moyenne du développement de l'espace communautaire.

Si l'impact des facteurs permanents de l'ultrapériphérie est indéniable sur la situation sociale et économique des Açores, tels que le grand éloignement, l'insularité ou même la double insularité archipélagique, la dispersion de neuf îles dans une extension maritime d'environ un million de km<sup>2</sup>, la petite dimension des marchés économiques, un relief et un climat difficiles et une forte exposition aux catastrophes naturelles, les résultats que les Açores ont atteint dans le chemin parcouru vers la convergence avec l'Union européenne sont également indéniables.

Il est également incontestable que les Açores, avec un espace maritime de 953.633 Km<sup>2</sup>, qui représente plus de 55% de la mer de l'Etat membre et 18% de la mer européenne, ainsi que sa situation géostratégique, amènent à l'Union européenne une dimension et une projection océaniques impressionnantes, à un moment où l'Europe fait face à de nouveaux défis au niveau de son affirmation mondiale, de sa sécurité et de sa défense, de l'économie bleue et de l'espace, pour n'en mentionner que quelques uns.

La Région autonome des Açores est ainsi, simultanément, une partie active de l'Union, sa co-constructrice et un actif important pour l'Europe.

L'action politique pour le développement et la convergence des Açores dans le cadre de cette réalité multidimensionnelle s'intègre, ainsi, pleinement, dans la Politique de cohésion et dans ses principes fondamentaux, en particulier celui de réduire les disparités – transitoires ou

---

<sup>1</sup> Entre 2000 et 2016 les Açores présentent une convergence de 2 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Union européenne. Sur la même période, le Portugal présente une divergence de 6 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'UE.

permanentes – entre territoires de l’Union. La Politique de cohésion de l’Union européenne est, incontestablement, l’instrument fondamental pour garantir la continuité de ce processus de convergence et de développement aux Açores, au même titre que de nombreuses autres régions européennes qui, sans ces instruments, se verraient incontestablement fragilisées dans leur processus de participation pleine et de bénéfices de l’ensemble des prémisses du projet européen. Cette réalité açoréenne s’inscrit, également, dans le cadre de la Communication de la Commission “Un partenariat stratégique renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de l’UE”<sup>2</sup>, inspiré, dans une large mesure, sur le Mémorandum des Régions ultrapériphériques “Pour un nouvel élan dans la mise en œuvre de l’article 349 du TFUE”<sup>3</sup>, présenté à la Commission européenne par les Gouvernements des Régions ultrapériphériques de l’UE, en mars 2017, contenant plus de 250 propositions concrètes et précises dans le but de renforcer, en profondeur, la prise en compte de l’ultrapériphérie dans les politiques européennes.

Le moment est opportun pour agir, dans un nouveau cadre, visant la promotion d’un développement plus sûr et d’une convergence de l’UE encore plus grande et, en particulier, de ses Régions ultrapériphériques.

Le présent processus de consultation publique et d’auscultation, réalisé par la Commission européenne sur la Cohésion après-2020, devra conduire, de fait, à la structuration d’une politique plus efficace pour 2021-2027 et qui vise, avant tout, un développement équilibré et harmonieux de l’Europe et de ses Régions, et qui réponde à de nouveaux enjeux, comme ceux qui se posent actuellement.

Ces objectifs ne pourront pas être atteints avec une réduction de moyens, de l’ambition et du rôle de la Politique de Cohésion et de ses divers Fonds dans le contexte du prochain Cadre Financier Pluriannuel. Le faire serait nier l’essence du projet Européen lui-même, dans une décision aux conséquences risquées pour l’Union européenne et l’Europe dans son ensemble.

Aux Açores, dans un exercice inédit d’engagement envers le projet européen, le Gouvernement régional a, lui aussi, réalisé un vaste processus de participation et d’auscultation de la société açoréenne. Des conférences, des débats, des ateliers d’analyse prospective, au long de neuf mois qui ont abouti au débat et à l’approbation, par unanimité, à l’Assemblée législative de la Région autonome des Açores, le 22 février dernier, sur proposition du Gouvernement, à une Résolution

---

<sup>2</sup> COM(2017)623 du 24/10/2017

<sup>3</sup> Mémorandum de juin 2017, disponible sur <http://www.azores.gov.pt/NR/rdonlyres/AFE6003C-75E3-418A-B4C0-E03124B0B648/0/MemorandoConjuntodasRegi%C3%B5esUltraperif%C3%A9ricasPorumanovadin%C3%A2micanaaplica%C3%A7%C3%A3odoartigo349do.pdf>

sur l'Union européenne après 2020<sup>4</sup>, qui synthétise les grandes lignes structurantes d'une Politique de Cohésion pour le prochain Cadre Financier Pluriannuel.

Ainsi, la participation à la présente consultation n'est pas une participation individuelle du Gouvernement des Açores, elle traduit plutôt, sur la base d'un processus de citoyenneté démocratique, et d'une grande proximité entre les citoyens, les organismes gouvernementaux de la Région et les questions européennes, une vision, légitime du point de vue social et politique, d'une Politique de Cohésion communautaire à mettre en œuvre sur le territoire açoréen et pour le bénéfice de toute une population. En effet, cette contribution et ses annexes – la Résolution de l'Assemblée législative de la Région autonome des Açores n.º 11/2018, du 22/02/2018 et le document "Facteurs dont il faut tenir compte pour une Politique de cohésion après 2020"<sup>5</sup> – a la légitimité politique d'un vote par unanimité à l'Assemblée législative régionale des Açores, et la légitimité sociale qui découle du processus de participation de la Société civile açoréenne (i.e. partenaires sociaux tels que Chambres de commerce et d'industrie, Associations d'entrepreneurs, Syndicats, Ordres professionnels, Institutions de solidarité sociale, Fédération agricole, Fédération de la pêche, également l'Université des Açores, Partis politiques, membres du Conseil régional de concertation stratégique et personnalités éminentes). Le processus est également soutenu, du point de vue technique, par une méthodologie de prospective stratégique de détection et d'analyse des facteurs-clé pour la construction de l'avenir qui a plusieurs fois fait preuve d'efficacité.

Ainsi, la contribution présentée ici est non seulement un desiderata du Gouvernement régional des Açores, mais elle présente aussi les préoccupations, revendications, prétentions et ambitions de tous les Açoréens, conscients de l'importance de ce moment dans la vie de l'Union et attachés à contribuer, de façon active, à la croissance et au renforcement de l'Europe.

L'objectif fondamental de cette contribution est de répondre aux questions sociétales les plus importantes, dans une logique de convergence sociale, économique et territoriale avec l'Union européenne : les questions liées à l'emploi, à la qualification, au succès scolaire et éducatif, à l'éradication de la pauvreté, à la qualité de vie et de la santé.

---

<sup>4</sup> Résolution de l'Assemblée législative de la Région autonome des Açores n.º11/2018, disponible sur <http://base.alra.pt:82/iniciativas/plenario/XILPpR007.pdf>

<sup>5</sup> <http://www.azores.gov.pt/NR/ronlyres/538CED21-01A6-43E9-942E-ACF21D4A2A8E/1095621/FatoresateremcontaparaumaPoliticadeCoesops2020Cont.pdf>

A cet effet, les stratégies de développement des Açores visant leur cohésion sociale, territoriale et économique interne et externe, doivent passer par une forte innovation entrepreneuriale et par leurs relations avec la recherche et l'esprit d'entreprise; par l'éducation et la qualification des ressources humaines et des stratégies d'enseignement ajustées aux besoins de l'économie et des entreprises ; par le financement de l'économie pour la compétitivité ; par l'investissement dans l'économie verte et dans l'économie bleue (pêche, économie de la mer profonde, aquaculture) et par le tourisme durable ; par l'Internationalisation ; par l'agriculture, en tant que pilier fondamental de l'économie açoréenne et vecteur unique pour la préservation de l'environnement et du paysage; par l'amélioration des accessibilités, mobilité et transports ; par une approche intégrée des questions environnementales avec l'agriculture et le tourisme ; par le développement de la logistique, afin de renforcer la position géostratégique des Açores; par l'industrialisation ; par la spécialisation intelligente et par l'économie circulaire.

Pour atteindre ces objectifs et pour mettre en œuvre ces stratégies, les Açores considèrent qu'il faut:

- Une approche différenciée par rapport aux spécificités des Régions ultrapériphériques de l'Union qui traduise, pleinement, la portée de l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
- L'allocation, au moins, des actuels niveaux de ressources pour les Régions ultrapériphériques, de façon à permettre de mitiger les contraintes inhérentes à leur condition, inscrite au Traité et renforcée par l'arrêt de la Cour de Justice du 15 décembre 2015<sup>6</sup>;
- Le maintien du taux de cofinancement maximum de 85% au niveau du FEDER et du FSE et la restitution du taux de cofinancement maximum dans le cadre du FEAMP, inexplicablement réduit pour les Régions ultrapériphériques dans la période de programmation actuelle;
- La non inclusion, dans la mise en œuvre de la Politique de cohésion après 2020, de l'obligation d'utilisation d'instruments financiers, tout en gardant une logique de subventions qui visent le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union;

---

<sup>6</sup> <http://curia.europa.eu/juris/celex.jsf?celex=62014CJ0132&lang1=pt&type=TXT&ancre=>

- Le maintien des principes d'une gestion partagée, multi niveaux, suffisamment flexible pour faire face aux priorités définies par les régions elles-mêmes, sur base de leurs stratégies de développement, sans les corseter dans des options de concentration thématique qui compromettent des réponses adéquates aux défis qui se posent;
- Le maintien d'aides directes, sous forme de subventions non remboursables, à l'économie des régions, promouvant ainsi l'investissement et la conséquente compétitivité des économies plus fragiles et vulnérables;
- L'adaptation de l'utilisation des nouveaux instruments financiers à la réalité d'économies fragiles, avec des marchés limités et fragmentés, en tenant compte de la réalité et de l'importance du tissu entrepreneurial, majoritairement composé de PME, moteurs de croissance et d'emploi;
- Le renforcement de l'allocation spécifique FEDER, visant à compenser les surcoûts évidents des Régions ultrapériphériques et qui s'est avéré manifestement, insuffisante pour réaliser les objectifs sous-jacents à leur existence;
- L'éligibilité des investissements et des frais de fonctionnement en rapport avec des infrastructures d'accessibilité et de transports: aéroportuaires, portuaires et routières, ainsi que les liaisons internes et externes de la Région;
- L'augmentation des possibilités de financement des infrastructures portuaires, permettant le développement de services de *ferry* et l'entretien respectif, ainsi que l'appui à l'installation et au développement de stations d'approvisionnement en GNL;
- L'appui au renforcement de l'efficacité des structures de transports et des systèmes de logistique, de façon à minimiser les effets de la distance et de la fragmentation du marché régional;
- L'inclusion et le plein accès de la Région autonome des Açores au Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, au Réseau transeuropéen de transport et aux Autoroutes de la mer;
- La valorisation du potentiel géostratégique des Açores, dans le domaine spatial et maritime, reconnaissant que celui-ci renforce et confère une position privilégiée à L'Union européenne dans le contexte mondial, et la création de modèles de gouvernance basés sur la proximité, avec une gestion régionale;
- Le maintien d'appuis spécifiques à la pêche des Açores, au moyen d'un programme autonome, géré au niveau régional, compte tenu du caractère sélectif, qui respecte

l'environnement, et durable au niveau du type d'arts de pêche et de flotte, majoritairement artisanale;

- La promotion des secteurs d'activité liés à la mer, où il existe un grand potentiel innovateur et la capacité à mobiliser un investissement externe;
- La reconnaissance, au moyen de la Politique agricole commune dotée de moyens financiers robustes, que l'agriculture est un secteur vital et transversal à toute l'économie des Açores, créateur d'emploi et de richesse, qui contribue à la recherche et à l'innovation, à la promotion du tourisme et à la préservation de l'environnement. Cette reconnaissance implique, également, le maintien du POSEI et l'augmentation de son enveloppe financière;
- La construction d'un modèle énergétique spécifique, moteur d'une utilisation pleine du potentiel de production d'énergies renouvelables de la Région, qui reconnaisse les limitations qui découlent de l'existence de systèmes électriques isolés et surmonte son inaccessibilité au Réseau transeuropéen d'énergie;
- La nécessité d'une véritable reconnaissance de la vulnérabilité accrue de la Région aux changements climatiques, de l'existence de défis environnementaux spécifiques, non seulement au moyen de la flexibilisation de l'accès au Fonds de solidarité de l'UE, en cas de catastrophe, mais aussi de l'appui à des mesures de prévention et de renforcement des capacités;
- La continuité du financement d'infrastructures éducatives qui, avec la formation de ressources humaines, constituent une dimension fondamentale pour l'augmentation des niveaux de formation et d'éducation, levier de la réduction des taux de chômage et d'amélioration du marché du travail;
- La continuité du financement d'infrastructures de santé, essentielles aux populations et particulièrement urgentes dans un territoire discontinu comme celui de l'archipel des Açores;
- La promotion de l'inclusion sociale au moyen de ressources orientées vers la composante d'infrastructure, au niveau d'équipements, promoteurs du développement des politiques sociales, mais aussi d'appui et d'intervention auprès de collectifs sociaux dans une situation de grande vulnérabilité;
- L'éligibilité à toutes les dimensions de coopération territoriale de l'Union européenne : transfrontalière, transnationale et interrégionale, sans restrictions de frontière maritime –

une réalité qui n'a pris forme que dans le cadre du CFP 2014-2020 –, rappelant, dans ce contexte, la situation particulière de la Région autonome des Açores géographiquement distante non seulement du continent européen, mais de toute autre région ou pays avec qui elle souhaite développer des projets, entamer ou renforcer des liens de coopération.

En somme, les Açores:

Assument, pleinement, leurs responsabilités, dans le contexte d'une Europe à 27, plus cohérente, plus solidaire et plus proche des citoyens;

Reconnaissent la pertinence et la nécessité de continuité des interventions financées par la Politique de cohésion (FEDER, FSE et Fonds de cohésion), par la Politique agricole commune, par la Politique de pêche, mais également par des politiques et des programmes horizontaux, dans les domaines de la mobilité, de l'innovation, de la science et de la connaissance;

Ils soulignent les niveaux d'exécution et l'exemplarité de leurs programmes opérationnels, au long de toutes les périodes de programmation de l'Union;

Considèrent, comme l'a également considéré la Commission européenne, qu'il faut "aider les RUP a prendre plus de confiance en leurs capacités, à renforcer leur économie et à créer des emplois durables, en tirant partie des actifs uniques dont elles disposent et de la valeur ajoutée qu'elles représentent pour l'UE"<sup>7</sup>. Cela ne pourra être atteint qu'au moyen d'une application effective de l'article 349 du TFUE, de la considération pleine de l'ultrapériphérie, transversale à toutes les politiques européennes.

---

<sup>7</sup> Communication de la Commission " Les Régions ultrapériphériques de l'Union européenne: vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive ", COM(2012) 287 <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2012/PT/1-2012-287-PT-F1-1.Pdf>



**Annexe I**

**Résolution de l'Assemblée Législative de la  
Région Autonome des Açores n.º 11/2018, de 22/02/2018**



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
*Gabinete da Presidência*

**RESOLUÇÃO DA ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA REGIÃO AUTÓNOMA  
DOS AÇORES N.º 11/2018**

**UNIÃO EUROPEIA PÓS 2020**

A Região Autónoma dos Açores, através dos seus órgãos de governo próprio, e o Povo Açoriano, em geral, têm manifestado uma forte adesão aos princípios fundamentais do projeto europeu, salientando, desde logo, a sua indispensabilidade enquanto projeto de paz e de prosperidade para toda a Europa.

Atendendo que está em curso, até 8 de março de 2018, uma consulta pública promovida pela Comissão Europeia sobre os principais domínios de despesa da União Europeia, inserida num processo de preparação do próximo Quadro Financeiro Plurianual pós 2020 que se enquadra, por sua vez, na Declaração e Roteiro de Bratislava, de 16 de setembro de 2016, nas conclusões da Cimeira de Malta, de 3 de fevereiro de 2017, e na carta, de 31 de janeiro de 2017, do Presidente do Conselho Europeu aos 27 Chefes de Estado ou de Governo da UE, relativos aos desafios com que nos confrontamos sobre o futuro da Europa.

Tendo em conta a Declaração de Roma, de 25 de março de 2017, e o compromisso dos dirigentes de 27 Estados-Membros, do Conselho, do Parlamento e da Comissão Europeia de trabalhar em prol de uma Europa próspera e sustentável, social e com maior afirmação no plano mundial, bem como, a publicação, a 1 de março de 2017, do Livro Branco sobre o Futuro da Europa e dos 5 documentos de reflexão subsequentes, em particular o último sobre o futuro das finanças da União Europeia;

Constatando que têm sido lançados por toda a Europa debates e processos de reflexão sobre o futuro da UE e que as propostas para a próxima geração de programas e políticas no



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
Gabinete da Presidência

âmbito do Quadro Financeiro Plurianual pós 2020 devem surgir no primeiro semestre de 2018;

Atendendo à importância, entre outras, da Política de Coesão, da Política Agrícola Comum e da Política Comum de Pescas para o futuro dos Açores e para o futuro da Europa, cujos meios se constituem como um dos principais instrumentos de investimento regional e de mitigação das diferenças entre territórios europeus, estruturando, em articulação com outras políticas europeias, a intervenção nos vários domínios de desenvolvimento económico, social e territorial e concorrendo para o processo de convergência com a União Europeia bem como para a correção de desequilíbrios;

Reconhecendo os níveis de execução e a pertinência das intervenções financiadas por essas políticas nos Açores;

Salientando que quis o Governo Regional dos Açores promover um amplo processo de envolvimento e auscultação da sociedade açoriana, no desenho do pós 2020 para a Região, e que passou pela realização de três conferências - debate, cinco oficinas de análise prospetiva, reuniões com os conselhos consultivos regionais, desembocando na recolha e tratamento dos contributos recebidos, numa clara estratégia de exercício de cidadania democrática de enriquecimento e de legitimação da posição açoriana, no contexto nacional e europeu.

Constatando que, desse processo resultou a afirmação:

- Da importância do setor primário, em geral, e da agricultura, em particular, no contexto económico açoriano, claramente demonstrado pelo facto de 10% do valor acrescentado bruto (VAB) gerado na Região provir deste setor e de 11,4% da população empregada exercer a sua atividade na produção primária e o carácter incontestavelmente positivo do Programa POSEI para o apoio a estas atividades, como atestado pela mais recente avaliação da Comissão sobre o mesmo;



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
Gabinete da Presidência

- Do carácter seletivo, respeitador do ambiente e sustentável do tipo de artes de pesca e de frota, maioritariamente artesanal, existente nos Açores, importando, neste setor, promover uma gestão de proximidade apoiada em Planos de Compensação de Sobrecustos para apoio a toda a fileira da pesca, bem como garantir apoios às necessidades futuras de renovação da frota;
- Do carácter vital das acessibilidades numa região insular, arquipelágica e ultraperiférica como os Açores e dos serviços de transportes, tanto no interior como para o exterior da Região, enquanto alavancas para o desenvolvimento económico e social e para a coesão territorial;
- Das vantagens naturais dos Açores na produção de energias renováveis de modo a construir um modelo energético autónomo e cada vez menos dependentes de combustíveis fósseis;
- Da importância crescente da investigação e da inovação, alicerçada na Estratégia de Especialização Inteligente, e do aumento considerável da integração da Região em consórcios europeus e internacionais, designadamente no âmbito do programa Horizonte 2020, bem como da importância da qualificação dos recursos humanos.

Tendo, por fim, em conta a aprovação, a 24 de outubro de 2017, da Comunicação da Comissão ao Parlamento Europeu, ao Conselho, ao Comité Económico e Social Europeu, ao Comité das Regiões e ao Banco Europeu de Investimentos *“Uma parceria estratégica reforçada e renovada com as regiões ultraperiféricas da UE”*, a qual foi antecedida pela realização, a 30 e 31 de março de 2017, do 4.º Fórum das Regiões Ultraperiféricas, e da entrega ao Presidente da Comissão Europeia do Memorando Conjunto das Regiões Ultraperiféricas intitulado *“Por uma nova dinâmica na aplicação do artigo 349.º do TFUE”*, que apresenta mais de duas centenas de ações e medidas necessárias, designadamente no âmbito do próximo quadro financeiro plurianual da União Europeia.



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
Gabinete da Presidência

Assim, a Assembleia Legislativa da Região Autónoma dos Açores resolve, nos termos regimentais aplicáveis e ao abrigo do disposto na alínea i) do artigo 34.º e no n.º 3 do artigo 44.º do Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma dos Açores, pronunciar-se por sua iniciativa:

- 1 - Sobre as perspetivas da União Europeia, no pós 2020, incluindo as questões relativas ao Quadro Financeiro Plurianual, nos termos seguintes:
  - a) Insta o Governo da República a que, nas matérias relativas ao próximo Quadro Financeiro Plurianual da União Europeia adote, na parte referente às regiões autónomas, uma abordagem conjunta com outras regiões e Estados de pertença das Regiões Ultraperiféricas - RUP (Espanha e França);
  - b) Salaria a necessidade de uma posição negociada para a Política de Coesão pós 2020 que não coloque de forma alguma em causa, mas antes reforce, o que já foi alcançado por e para estas Regiões – o designado *acquis* da ultraperiferia – e que inclui, mas não se esgota, numa taxa de cofinanciamento máxima dos fundos estruturais;
  - c) Advoga a existência de um tratamento conjunto das RUP no âmbito da concentração temática, independentemente da sua categoria; numa alocação específica do FEDER, visando a compensação dos sobrecustos das RUP, não sujeita à concentração temática, apoiando todas as empresas independentemente da sua dimensão e sem distinção na repartição entre apoios ao investimento e ao funcionamento;
  - d) Reforça a elegibilidade das RUP, no quadro da Cooperação Territorial Europeia, suas ações e financiamento;
  - e) Considera essencial assegurar a flexibilidade na adaptação da Política de Coesão à realidade territorial das Regiões Ultraperiféricas, em particular aos



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
Gabinete da Presidência

Açores, no respeito do tratamento específico para estas regiões preconizado no Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia e no Acórdão do Tribunal de Justiça da EU, de 15 de dezembro de 2015;

- f) Chama a atenção para os fatores julgados importantes para o desenvolvimento futuro dos Açores, resultantes do processo de envolvimento da sociedade açoriana, explicitados no documento "*Fatores a ter em conta para uma Política de Coesão pós 2020*", elaborado pelo Governo Regional dos Açores;
- g) Defende que a Política Agrícola Comum (PAC) pós 2020 deve manter uma dotação financeira robusta e capaz de apoiar o desenvolvimento da agricultura, enquanto pilar de desenvolvimento económico e social, e manutenção da paisagem em regiões particularmente vulneráveis;
- h) Releva o caráter fundamental de que se reveste a manutenção de um tratamento específico para a agricultura nas RUP, através do POSEI e do aumento do seu envelope financeiro, visto que as dotações atuais já não são suficientes para responder às necessidades dos beneficiários, para o desenvolvimento de novos regimes de ajuda para as fileiras e para garantir a competitividade dos setores agrícola e agroalimentar;
- i) Defende o cumprimento do princípio da subsidiariedade em todas as fases da definição, da execução e da gestão dos programas POSEI, que permita modificar os programas para adaptá-los às necessidades das regiões;
- j) Salienta a necessidade de manter as derrogações específicas para as RUP, em particular, a dissociação (regime de pagamento base e ecologização) e o novo sistema de redução das ajudas (*capping*);
- k) Salienta o potencial ainda existente para valorização para Portugal e para a UE da posição geoestratégica dos Açores, nomeadamente da extensão da sua



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
*Gabinete da Presidência*

superfície marítima no contexto da Estratégia para o Atlântico da União Europeia;

- l) Pugna por um modelo de governação do mar assente na proximidade, com gestão à escala regional, adaptada às especificidades das RUP, designadamente no que se refere à aplicação das regras da Política Comum de Pescas;
- m) Defende a manutenção de apoios específicos à fileira das pescas das RUP, através da manutenção dos Planos de Compensação de Sobrecustos e da sua melhor adaptação às necessidades destas regiões;
- n) Advoga a adoção de taxas de cofinanciamento do Fundo Europeu para os Assuntos Marítimos e as Pescas (FEAMP) e de apoio público mais elevadas e da possibilidade de concessão de apoios à renovação e modernização da frota de pesca registada nos Açores;
- o) Enfatiza o objetivo de inclusão das Regiões Ultraperiféricas em geral, e dos Açores em particular, na Rede Transeuropeia de Transportes (RTE-T, vulgo “Autoestradas do Mar”) e a aplicação do Mecanismo Interligar a Europa (MIE), para as RUP da Macaronésia;
- p) Solicita a inclusão de apoios financeiros à construção, ordenamento, segurança e manutenção das infraestruturas portuárias e aeroportuárias;
- q) Relewa o carácter estratégico da implementação de uma política de desenvolvimento de turismo sustentável com enfoque especial na importância da qualificação dos recursos humanos, conscientes da crescente importância dos Açores enquanto destino turístico e do impacto que tal assume na criação de emprego e riqueza na Região;
- r) Chama a atenção para o combate às catástrofes naturais, fragilidade potencial dos Açores e das restantes RUP, e a necessidade de viabilização do acesso das



ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES  
Gabinete da Presidência

RUP ao Fundo de Solidariedade da União Europeia, com critérios adaptáveis às realidades destas regiões;

- s) Enfatiza a necessidade do aumento das possibilidades de financiamento das infraestruturas portuárias e o apoio e desenvolvimento de estações de abastecimento de gás natural liquefeito (GNL);
- t) Advoga a redefinição da Rede Transeuropeia da Energia (RTE-E) e do Mecanismo Interligar a Europa (MIE) tomando possível a integração de projetos relativos à segurança do aprovisionamento energéticos;
- u) Considera essencial ponderar as ajudas ao reforço das ligações aéreas já existentes de forma a melhorar o serviço prestado e a competitividade;
- v) Pugna pelo acesso facilitado dos investigadores e das instâncias vocacionadas para a investigação da Região, e das RUP em geral, ao Espaço Europeu de Investigação;
- w) Defende a inclusão de apoios financeiros dirigidos à implementação e manutenção de infraestruturas tecnológicas que contribuam para as políticas europeias de *I&D* do Atlântico e para a estratégia espacial da Europa;
- x) Salaria o carácter fundamental de defender o estatuto da ultraperiferia, de modo transversal, em todas as políticas e instrumentos, garantindo que o *acquis* destas regiões é reforçado no próximo período de programação, na aplicação plena, da letra e da forma, do artigo 349.º do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia;
- y) Relembra, a esse título, as mais de duas centenas de propostas das Regiões Ultraperiféricas e que constam do Memorando *“Por uma nova dinâmica na aplicação do artigo 349.º do TFUE”*.



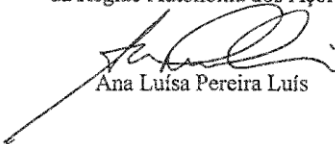


**ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DA  
REGIÃO AUTÓNOMA DOS AÇORES**  
*Gabinete da Presidência*

- 2 - A presente Resolução deve ser remetida à Assembleia da República e ao Governo da República.

Aprovada pela Assembleia Legislativa da Região Autónoma dos Açores, na Horta, em 22 de fevereiro de 2018.

A Presidente da Assembleia Legislativa  
da Região Autónoma dos Açores



Ana Luísa Pereira Luís

## **Annexe II**

### **Facteurs à tenir compte pour une Politique de Cohésion post 2020**

#### **Analyse Prospective**



Fatores a ter em conta para uma

# Política de Coesão pós 2020



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IEP EPITA.

## I. INTRODUÇÃO

O desenho da Política de Coesão a implementar na União Europeia após 2020 encontra-se a ser elaborado num contexto onde vários fatores poderão impor alguma mutação. Importa, neste contexto, que os Açores apresentem uma visão do seu desiderato dentro do futuro que quer, na Europa, para a sua região e seus cidadãos.

Quis o Governo dos Açores que esta visão sobre a Política de Coesão pós 2020, para o período que vai de 2021 a 2027, desabrochasse de uma forma articulada com a Sociedade Civil organizada, devendo, por isso, ser enriquecida pelos contributos dos Açorianos e discutida pelos atores políticos, sociais e económicos regionais, numa estratégia de cidadania democrática.

Assim, foi delineada uma estratégia assente em três conferências-debate e em cinco Oficinas de Prospetiva, num processo de envolvimento da Sociedade Civil organizada – política, económica, social – à volta de espaços de discussão de ideias (*brainstorming*) sobre os fatores que condicionariam, no futuro, uma Política de Coesão comunitária nos Açores.

A fim de melhor potenciar as opiniões e indo muito para além de uma simples listagem de intenções manifestada aquando de uma auscultação de pessoas e entidades, estruturou-se este trabalho através de uma bordagem sistémica, numa metodologia de impactos cruzados, apoiada num programa informático de prospetiva estratégica, com provas dadas, MICMAC.

As cinco Oficinas de Prospetiva, culminaram com o trabalho descrito abaixo.

Dos 196 fatores / variáveis que os participantes das Oficinas de Prospetiva, os Conselhos Consultivos Regionais e o contributo que os cidadãos açorianos manifestaram, foi elaborada uma listagem dos 48 fatores mais importantes para uma Política de Coesão Comunitária nos Açores após 2020.

Procurou-se, de seguida, ter em conta através do cruzamento entre as diferentes variáveis que se descartinasse por um lado os fatores que se encontrassem mais relacionados e no centro de uma boa implementação de uma Política de Coesão Comunitária e, por outro lado, que se pudesse aferir o posicionamento estratégico de cada fator, com vista a orientar uma pertinente ação para o desenvolvimento dos Açores e qualidade de vida dos açorianos.



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et JIF EPITA.

Para tal, e a fim de integrar toda a complexidade que um sistema de dezenas de variáveis coloca, começou-se por avaliar o impacto entre fatores, num primeiro momento, que desembocou na Matriz de Impactos Cruzados, apresentada na figura 1, sendo o 0,1,2,3 e P, os impactos respetivamente nulos, médios, fortes e potenciais.

Integrando todos os efeitos indiretos e potenciais, cuja complexidade apenas um sistema eletrónico consegue gerir (veja-se em anexo a complexidade da Matriz de Impactos que deriva de todos os efeitos indireto e potenciais), podemos interpretar dois tipos de resultados.

Assim, é pertinente observarmos: (1) a centralidade nas ligações de entre os fatores mais relevantes (gráfico 4); e (2) o posicionamento dos fatores mais relevantes para a Política de Coesão no pós 2020 (gráficos 5 e 6).

## **II. LISTA DOS PARTICIPANTES**

- Rui AMANN – GRA / DRPFE – Gestor Açores 2020
- Paula ANDRADE – GRA / DREQP
- Célia AZEVEDO – GRA / DRAE
- Bento BARCELOS – União das Misericórdias dos Açores
- Maria da Graça BATISTA - UAC
- Rui BETTENCOURT – GRA / SRAPRE - Coordenação
- Andreia BRETÃO – GRA / DRPFE
- Marta BULHÕES – GRA / DRSS
- Osvaldo CABRAL – Jornalista – DA
- Suzana Caldeira - UAc
- João Reis CANEDO – Presidente da União Regional das IPSS
- Andreia CARREIRO –GRA /DRE
- Maria João CARREIRO – Deputada - PSD
- Tânia CORTEZ – GRA / DRS
- Henrique COSTA- Escola Profissional VFC
- Mário GUSTÓDIO – CCIA / CCIPD
- João DECO MOTTA - CGTP
- Mário FORTUNA – CCIA / CCIPD
- Suzete FRIAS – GRA /DRDPCD
- Gualter FURTADO – Conselho Regional de Concertação Estratégica
- Patricia GARCIA - UAc
- Ana Cristina GIL - UAc
- João LIMA – Diretor ENTA - INOVA
- José LOURENÇO – Jornalista - DI
- Pedro MARQUES - AICOPA
- Ricardo MEDEIROS – GRA/DRAIC
- Luis MELO – GRA/ DRT
- Bruno PACHECO –GRA /DRCT



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé; Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IZÉ EPITA.

- Sandro PAIM – CCIA / CCIAH
- Manuel PAVÃO - UGT
- Aníbal PIRES - PCP
- João Pedro RESENDES
- Gualberto RITA – Federação das Pescas
- Jorge RITA – Federação Agrícola dos Açores
- Gilberta ROCHA – Conselho Regional de Concertação Estratégica -. UAç
- Luís RODRIGUES – GRA / DRP
- Inês SÁ – Diretora Escola do Mar
- José SAN BENTO – Deputado PS
- Carlos SILVA - Deputado PS
- Graça SILVEIRA – Deputada CDS - PP
- Paulo SIMÕES – Jornalista - AO
- Fernando SOUSA – GRA / DRDR
- Jorge SOUSA – Federação Agrícola dos Açores
- José Élio VENTURA – GRA/ DRA
- António VIVEIROS – Deputado PSD
- Américo Natalino VIVEIROS – Jornalista – CA

### III. APRESENTAÇÃO DAS VARIÁVEIS / FATORES

Apresentação das variáveis (entre parêntesis, o título curto, útil para o tratamento gráfico)

#### III.1 LISTA DAS VARIÁVEIS / FATORES

1. Desenvolvimento logístico (Logis)
2. Qualificação RH (Quali RH)
3. Promoção do Turismo sustentável - (Turism Sus)
4. Economia Azul (Eco Azul)
5. Potenciação da Posição geoestratégica dos Açores (Posi Geost)
6. Ligação entre a inovação, a investigação/ o ensino e o Mundo Empresarial (inov - emp )
7. Demografia (Demo)
8. Industrialização (Indu)
9. Acessibilidades (Acess)
10. Agricultura: Produção agrícola/agrária; Desenvolvimento rural (Agri)
11. Potenciação dos jovens qualificados (Jov quali)
12. Ajustamento do Ensino às necessidades da Economia e do Mercado de Trabalho (Ens-Tra)
13. Simplificação dos procedimentos investimentos (Simplif)



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé; Logiciel utilisé par la Carole d'Action Prospective (CAP prospective) et 333 EPTA.

14. Abordagem integrada Ambiente, Turismo, Agricultura (Amb Tur Ag)
15. Manutenção de infraestruturas (Infrast)
16. Ambiente (Amb)
17. Envolvimento da sociedade no projeto açoriano (env sociad)
18. Apoio às indústrias culturais e criativas (Cultura)
19. Apoios setores tradicionais (Tradicion)
20. Potenciação das especificidades - especialização económica ilha (Pot Espe.)
21. Qualidade do emprego (Quali emp)
22. Banda Larga/ Cabo submarino (BL/CSub)
23. Convergência e coesão interna (Coes int)
24. Financiamento Público da atividade económica (fin eco)
25. Valorização dos Produtos regionais (prod reg)
26. Estratégia para a autonomia energética (Energ)
27. Fomento ao setor exportador (Export)
28. Empreendedorismo / Investimento privado (Inv empre)
29. Competitividade (Compet)
30. Política de Qualidade (Qualid)
31. Dimensão Atlântica dos Açores (Dim At AZ)
32. Posição geoestratégica do setor espacial (Espaço geo)
33. Saúde, fator de coesão (Saúd, coes)
34. Imagem dos Açores no exterior (Imag AZ)
35. Internacionalização (Internaci)
36. Inovação e comercialização (Inov)
37. Mobilidade (Mob)
38. Paisagem e Meio Ambiente (Paisagem)
39. Ordenamento Territorial (Ord Ter)
40. Aprofundar a "Economia Circular" (Eco circ)
41. Respostas às questões sociais (sociais)
42. Abordagem territorializada integrada (abord terr)
43. especialização inteligente (smart spe)
44. Envolvimento das pessoas no seu percurso de vida (Percu Vida)
45. "Esverdeamento" da economia (Green eco)
46. infraestruturas públicas/privadas (Estr PP)
47. Acesso aos Mercados comerciais (Ace Merca)
48. Educação - Ensino (Educ)



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel calculé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IIS EPITA.

### III.2. DESCRIÇÃO DAS VARIÁVEIS

#### 1. Desenvolvimento logístico (Logis)

Desenvolvimento logístico para potenciação do posicionamento geoestratégico dos Açores

#### 2. Qualificação RH (Quali RH)

Qualificação dos RH ajustada à economia: Formação contínua; Valorização do Capital Humano nos Açores; Criação de cultura de Formação e Qualificação

#### 3. Promoção do Turismo sustentável (Turism Sus)

Promoção do Turismo sustentável

#### 4. Economia Azul (Eco Azul)

Desenvolvimento da Economia Azul: Mar Profundo; Pescas; Aquacultura; Turismo

#### 5. Potenciação da Posição geoestratégica dos Açores (Posi Geost)

Potenciação da Posição geoestratégica dos Açores

#### 6. Ligação entre a inovação, a Investigação / o ensino e o Mundo Empresarial (inov -emp )

Ligação entre a inovação, a Investigação / o ensino e o Mundo Empresarial, nomeadamente em: Mar; Biodiversidade; Ambiente; Vulcanologia; Agricultura; Agropecuária

#### 7. Demografia (Demo)

Demografia: Envelhecimento/Rejuvenescimento; Reduzida Dimensão populacional; Baixa Taxa de Natalidade

#### 8. Industrialização (Indu)

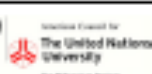
Industrialização dos Açores

#### 9. Acessibilidades (Acess)

Acessibilidades: Política de transportes; Custo dos transportes; Transportes Marítimos e aéreos (internos e externos); Apoio permanente aos transportes

#### 10. Agricultura: Produção agrícola/agrária; Desenvolvimento rural (Agri)

Agricultura: Produção agrícola/agrária; Desenvolvimento rural



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé; Logiciel créé par le Centre d'Action Prospective (CAP prospective) et 33E EPITA.



11. Potenciação dos jovens qualificados (Jov quali)  
Potenciação dos jovens açorianos qualificados (residentes nos Açores e no exterior)
  
12. Ajustamento do Ensino às necessidades da Economia e do Mercado de Trabalho (Ens-Tra)  
Ajustamento do Ensino às necessidades da Economia e do Mercado de Trabalho de modo a prevenir as defasagens entre a qualificação profissional e as necessidades das empresas
  
13. Simplificação dos procedimentos investimentos (Simplif)  
Simplificação dos procedimentos para investimentos: Flexibilização das regras dos quadros comunitários; Compatibilização das regras comunitárias para as trocas comerciais
  
14. Abordagem integrada Ambiente, Turismo, Agricultura (Amb Tur Ag)  
Abordagem integrada de políticas de Ambiente, Turismo e Agricultura
  
15. Manutenção de infraestruturas (Infrast)  
Manutenção de infraestruturas
  
16. Ambiente (Amb)  
Qualidade e gestão ambiental; Recuperação e preservação da paisagem e meio ambiente. Catástrofes naturais.
  
17. Envolvimento da sociedade no projeto açoriano (env sociéd)  
Envolvimento da sociedade no projeto açoriano: Promoção do Voluntariado junto dos jovens. Concertação empresarial, económica e social
  
18. Apoio às indústrias culturais e criativas (Cultura)  
Apoio às indústrias culturais e criativas; Divulgação Cultural; Turismo cultural
  
19. Fomento dos setores tradicionais (Tradicion)  
Fomentos específicos aos setores tradicionais



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé; Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et JSE EPITA.

20. Potenciação das especificidades - especialização económica ilha (Pot Espe.)

Especialização económica de cada ilha com Potenciação das diferenças

21. Qualidade do emprego (Quali emp)

Qualidade do emprego - Emprego estável e Trabalho valorizado

22. Banda Larga / Cabo submarino (BL/CSub)

Conexões por Banda Larga / Cabo submarino

23. Convergência e coesão interna (Coes int)

Convergência interna / coesão interna; Coesão territorial; Coesão económica; Coesão Social; Princípio de subsidiariedade

24. Financiamento Público da atividade económica (fin eco)

Financiamento Público da atividade económica

25. Valorização dos Produtos regionais (prod req)

Valorização dos Produtos regionais: no Mercado Interno dos Açores e Promoção dos produtos regionais no mercado externo (P.ex. RUP's); Diferenciação/Qualidade/Inovação nos produtos açorianos; Salvaguarda de produtos de Denominação de Origem

26. Estratégia para a autonomia energética (Energ)

Estratégia para a autonomia energética integrada da RAA

27. Fomento ao setor exportador (Export)

Fomento das exportações (internas/externas)

28. Empreendedorismo / Investimento privado (Inv empre)

Empreendedorismo / Investimento privado

29. Competitividade (Compet)

Competitividade

30. Política de Qualidade (Qualid)

Política de Qualidade



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospetive (CAP prospective) et JSE EPITA.

31. Dimensão Atlântica dos Açores (Dim At AZ)  
Dimensão Atlântica dos Açores- Um milhão de Km2 de mar, 18% do mar europeu
32. Posição geoestratégica do setor espacial (Espaço geo)  
Posição geoestratégica (Espaço)
33. Saúde, fator de coesão (Saúd, coes)  
Acesso a cuidados de Saúde - estruturas e mobilidade como fator de coesão
34. Imagem dos Açores no exterior (Imag AZ)  
Imagem dos Açores no exterior
35. Internacionalização (Internaci)  
Internacionalização
36. Inovação e comercialização (Inov)  
Inovação da atividade económica (indústrias agroalimentares, turismo, economia emergente, ...)
37. Mobilidade (Mob)  
Mobilidade: Política de Transportes (aéreos e marítimos) competitivos e fáceis a nível interno e externo
38. Paisagem e Meio Ambiente (Paisagem)  
Recuperação da Paisagem e Meio Ambiente
39. Ordenamento Territorial (Ord Ter)  
Ordenamento Territorial; Gestão dos recursos hídricos
40. Aprofundar a "Economia Circular" (Eco circ)  
Aprofundar a "Economia Circular"
41. Respostas às questões societais (societais)  
Respostas às questões societais (pobreza, sucesso educativo, participação cívica, saúde, desigualdades sociais.)
42. Abordagem territorializada integrada (abord terr)  
Intervenções integradas; Abordagem territorializada com aprofundado conhecimento da realidade local



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Centre d'Action Prospective (CAP prospective) et JSE EPITA.

43. Especialização inteligente (smart spe)  
Aprofundar a especialização inteligente incluindo uma melhor transferência do conhecimento
44. Envolvimento das pessoas no seu percurso de vida (Percu Vida)  
Envolvimento das pessoas no seu percurso de vida
45. "Esverdeamento" da economia (Green eco)  
"Esverdeamento" da economia, incluindo o impacto nas competências verdes (green skills)
46. Infraestruturas públicas/privadas (Estr PP)  
Investimento, público ou privado, em infraestruturas
47. Acesso aos Mercados comerciais (Ace Merca)  
Acesso aos Mercados comerciais
48. Educação  
Educação inicial

#### IV. A MATRIZ DE IMPACTOS DIRETOS

A Matriz de Impactos (ou Influências) Diretos (MID) regista os impactos que podem influenciar a Política de Coesão no pós 2020, para cada fator. Esta matriz tem uma tripla vantagem: (1) dissecar uma realidade complexa multifacetada através de uma pormenorização de impactos entre 48 fatores (2304 cruzamentos); (2) compila e agrega todos os impactos para possível tratamento, possibilitando, mais tarde uma leitura indireta e potencial, utilizando as vantagens do cálculo matricial, (3) permite tratar um sistema complexo.

Para aferir o impacto entre fatores foram tidos em conta os seguintes valores :

- 0 : sem impacto
- 1 : Impacto fraco
- 2 : Impacto médio
- 3 : Forte Impacto
- P : Impacto Potencial no horizonte temporal dos pós 2020 (2021 – 2027)

Nesta análise, considerou-se a Matriz abaixo (figura1)



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IIT EPITA.

Figura 1 - Matriz de Impactos Diretos (MID)

### Características da Matriz

A Matriz MID apresenta, por um lado, uma estabilidade segura (figura 2) e, por outro lado, uma taxa de enchimento, de 50,4%, (figura 3) que indica uma análise de qualidade (Considera-se um nível pertinente na descrição dos impactos quando a taxa de enchimento se encontra entre os 30% e os 70%)

ITERAÇÃO	INFLUENCIA	DEPENDENCIA
1	101 %	101 %
2	100 %	99 %
3	100 %	100 %
4	100 %	100 %
5	100 %	100 %

Figura 2 - Estabilidade da Matriz

INDICATEUR	VALEUR
Taille de la matrice	48
Nombre d'itérations	5
Nombre de zéros	1143
Nombre de un	157
Nombre de deux	441
Nombre de trois	349
Nombre de P	214
Total	1161
Taux de remplissage	50,39063%

Figura 3 - Características da Matriz de Impactos Diretos



Member Council for  
The United Nations  
University  
in Macau, China

Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel calcul par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et I3E EPITA.

## V. Gráfico dos Impactos (ou Influências) Indiretos e Potenciais

O gráfico dos Impactos Indiretos e Potenciais (Figura 4), é determinado a partir da matriz de Impactos Indiretos e Potenciais, ou seja tendo em conta todas as relações entre variáveis diretas e indiretas e os efeitos potenciais no horizonte 2021- 2027. A Matriz de Impactos Indiretos e Potenciais, que se encontra em anexo, é calculada a partir da Matriz de Impactos Diretos (MID) e apresenta uma enorme complexidade, mas disseca a realidade com mais justeza.

Podemos assim, em síntese, verificar a centralidade de algumas variáveis / fatores, bem como as principais conexões entre fatores (apenas aqui se encontram o 1% de conexões mais relevantes, sendo que a globalidade das conexões são na ordem de  $10^{12}$ ):

**A Inovação**, como fator central, nomeadamente a ligação com o **Ensino adaptado às necessidades do mercado de trabalho e da Economia**, que se encontra num nó da maior parte dos fatores;

**A Educação** como fator fundamental e a **Qualificação dos Recursos Humanos**;

**A Internacionalização**, fator forte;

**O Financiamento da Economia**, a **Economia Azul** (do mar), a **Economia Verde** e o **Turismo sustentável**;

**A Competitividade**;

Da ação articulada sobre estes fatores decorrem as respostas « ao emprego, à saúde, à pobreza e diferenças sociais», ou seja, as respostas às " **questões sociais**", a **Coesão interna**, a **Potenciação das especificidades** das diferentes ilhas e a **Imagem dos Açores no Exterior**.



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IEP EPITA.

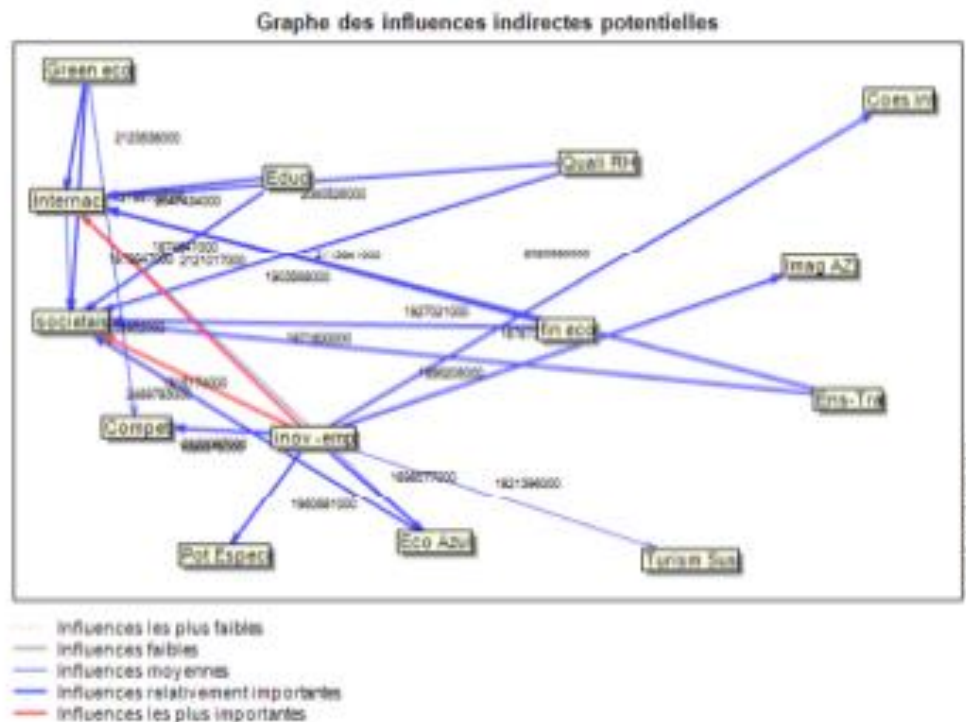


Figura 4 - Conexões e centralidade dos principais fatores

## VI. Posicionamento dos fatores – chave para o pós 2020

Os 48 fatores (ou variáveis), descritos acima podem ser posicionados segundo o nível de impacto que podem ter na implementação de uma Política de Coesão no pós 2020 e segundo a dependência de cada fator ao bom funcionamento desta Política (figuras 5 e 6)

Podemos assim, destacar os quadrantes onde o nível de Impacto é maior. Os quadrantes superiores, o da esquerda, com fatores mais motores, e o da direita, com fatores que sendo também motores também dependem mais da boa implementação da Política de Coesão, apelidados fatores estratégicos. Nos quadrantes inferiores, à esquerda, os fatores de ligação e à direita os fatores de saída, ou seja aqueles que são a consequência da boa implementação de uma Política de Coesão.



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IUT EPITA.

Assim destacamos como fatores – motor:

A inovação empresarial e as ligações à investigação e ao empreendedorismo

**A Educação, a Qualificação dos Recursos Humanos, a atratividade de jovens qualificados** (internos e dos exterior) e as estratégias de **Ensino ajustadas às necessidades da economia e das empresas;**

O financiamento da economia;

As **Acessibilidades, a Mobilidade** e os transportes;

O **envolvimento da Sociedade** no projeto de desenvolvimento dos Açores;

Uma **abordagem territorializada** das ações públicas e uma **abordagem integrada das questões ambientais com a Agricultura e com o Turismo;**

A **simplificação administrativa.**

Como **fatores estratégicos**, podemos destacar:

- O **investimento na Economia Verde** e na **Economia Azul** (Pescas, economia do Mar, economia do mar profundo, Aquacultura), o **Turismo Sustentável;**

**A Internacionalização;**

**A Agricultura;**

O **Desenvolvimento da Logística**, a fim de potenciar a **Posição Geoestratégica dos Açores;**

**A Industrialização;**

**A Especialização Inteligente e a Economia Circular;**

Como fatores de saída, destaca-se desde logo as respostas às Questões que se colocam à sociedade, as **questões sociais – emprego, combate à pobreza, sucesso escolar, emprego, saúde,.....** O que é absolutamente normal: a ação conjugada sobre todas as outras variáveis – motor e estratégicas -, desemboca sobre as respostas a estas questões de sociedade.

São também variáveis de saída:

a **competitividade;**

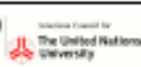
a **Demografia;**

a **Imagem dos Açores no exterior;**

a **Qualidade;**

a **Coesão Interna**

as **Exportações.**





Plan des influences / dépendances indirectes potentielles

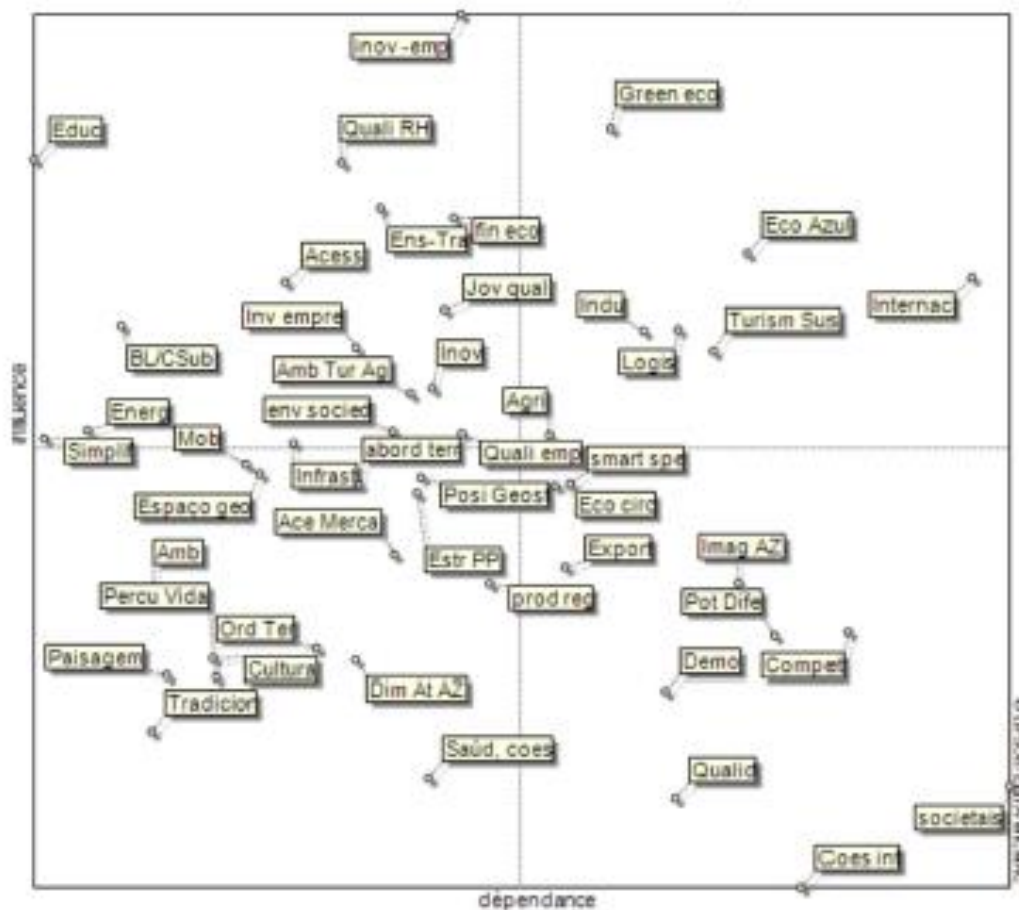


Figura 5 - Posicionamento dos fatores



Initiative Funded by  
The United Nations  
University  
to Address Future

Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et 3SE EPITA.

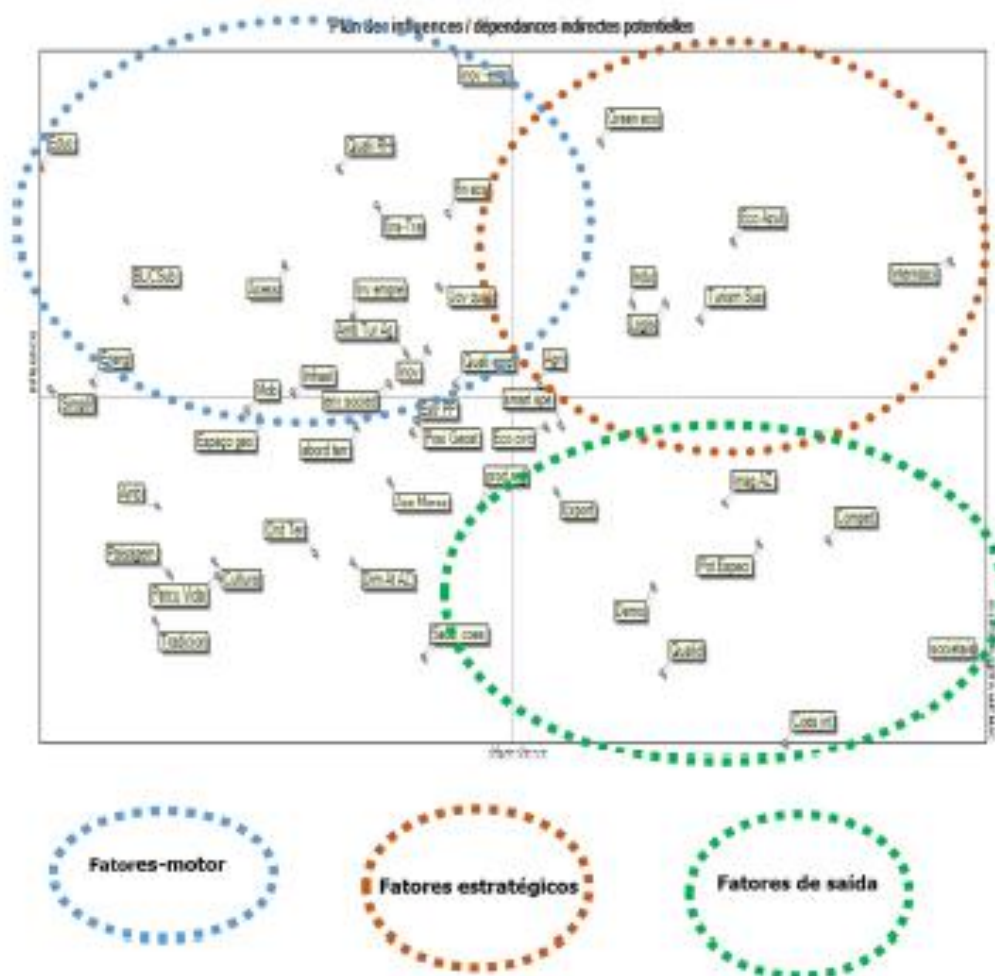


Figura 6 - Fatores - motor, fatores estratégicos e fatores - consequência (de saída)



Micmac - Méthode mise au point par © Michel Godé, Logiciel créé par le Cercle d'Action Prospective (CAP prospective) et IIF EPITA.

Anexo – Matriz de Impactos Indiretos e Potenciais

	1	2	3	4	5	6	7
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
32							
33							
34							
35							
36							
37							
38							
39							
40							
41							
42							
43							
44							
45							
46							
47							
48							
49							
50							
51							
52							
53							
54							
55							
56							
57							
58							
59							
60							
61							
62							
63							
64							
65							
66							
67							
68							
69							
70							
71							
72							
73							
74							
75							
76							
77							
78							
79							
80							
81							
82							
83							
84							
85							
86							
87							
88							
89							
90							
91							
92							
93							
94							
95							
96							
97							
98							
99							
100							

**POLÍTICA DE COESÃO PÓS 2020 – ANÁLISE PROSPETIVA MICMAC**

	1	2	3	4	5	6	7
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
32							
33							
34							
35							
36							
37							
38							
39							
40							
41							
42							
43							
44							
45							
46							
47							
48							
49							
50							
51							
52							
53							
54							
55							
56							
57							
58							
59							
60							
61							
62							
63							
64							
65							
66							
67							
68							
69							
70							
71							
72							
73							
74							
75							
76							
77							
78							
79							
80							
81							
82							
83							
84							
85							
86							
87							
88							
89							
90							
91							
92							
93							
94							
95							
96							
97							
98							
99							
100							